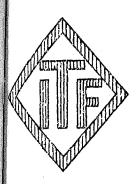
DERATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT



DONNEES ET CHIFFRES SUR LES DICTATURES

PARAIT EN FRANÇAIS, ANGLAIS, ALLEMAND, NEERLANDAIS, SUEDOIS, ESPAGNOL ET ESPERANTO

PRIERE DE REPRODUIRE EN MENTIONNANT LA SOURCE (1.T.F.)

No.22 8ème année

le 16 novembre 1940.

Les premiers grondements de l'orage: (I.T.F.) Dans le bassin de lig-Les ouvriers allemands et slovaques nite, de Handlová en Slovaquie font cause commune.

orientale, des ouvriers du soussol slovaques et ceux de "souche

allemande" doivent trimer pour des salaires de famine. Des miliciens de la S.S. et des fascistes slovaques de la garde Hlinka doivent réprimer tout mouvement de révolte des ouvriers. Les attributions des uns et des autres ont été clairement établies: la garde Hlinka ne peut s'en prendre qu'à des ouvriers slovaques alors que les S.S. ont le droit de rouer de coups les prolétaires allemands et slovaques.

A présent, les mineurs slovaques et allemands ont fait cause

commune contre leurs exploiteurs. Depuis des mois, on pouvait voir, sur les murs des villages miniers et dans la ville métallurgiste de Podbrezová, écrites à la craie ou avec un morceau de charbon, des inscriptions disant: "Nous voulons des augmentations de salaire.". Des feuilles volantes étaient distribuées invitant à la révolte: "Le gouvernement slovaque envoie les ouvriers en Allemagne et fait exécuter par des garçons de treize et de quatorze ans du travail d'adultes; le coût de la vie a monté: indemnités de vie chère de 60 à 70% ou bien la grève!"

La police put confisquer un certain nombre de ces feuilles volantes mais non pas empecher leur circulation.

En juillet, le gouvernement slovaque se déclara finalement prêt à accorder une allocation de vie chère de 15% ainsi qu'une amélioration des allocations familiales. Vu toutefois la hausse du coût de la vie, cette concession n'était qu'une goutte d'eau sur une pier-re brûlante. Les ouvriers maintinrent leur demande.

Il n'existe plus en Slovaquie de syndicats libres, mais uniquement l'Association syndicale nationale de Slovaquie qui, à l'instar du Front allemand du Travail, épie les ouvriers. La lutte fut donc préparée de manière clandestine. Mercredi, le 30 octobre, la grève fut proclamée. La gendarmerie, des S.S. et la garde de Hlinka marchaient à travers les villages miniers: les mines étaient abandon-nées. Les mineurs allemands, ensemble avec leurs camarades slovaques, faisaient la grève pour un salaire décent. S'ils sont contraints à être membres de la "Minorité allemande", à porter des insignes à la croix gammée, ils n'ont pas oublié les expériences du travail commun au sein des syndicats.

Le chef de la garde Hlinka ne se risqua pas à lâcher ses hommes contre les ouvriers. Probablement craignait-il qu'une aggravation de l'effervescence dans le bassin de lignite pourrait mettre en mouvement les 4.000 salariés des fonderies de Prodbrezová ainsi que les ouvriers des chantiers voisins de production de minerai. La fonderie de l'Etat à Podbrezová travaille pour la machine de guerre hitlérienne, chaque perturbation signifierait un recul de la production au sujet duquel Berlin demanderait des comptes et .. une armée d'occupation allemande se trouve en Slovaquie. C'est pourquoi le chef de la garde Hlinka préférait briser la résistance d'une autre manière: en menaçant de famine les femmes et les enfants des ouvriers.

En la compagnie du sous-secrétaire d'Etat Karmasin, le repré-sentant de Hitler en Slovaquie, il se rendit dans la région de la

-127-

grève et menaça les ouvriers de fermer tous les magasins de la région

minière si le travail n'était pas promptemenr repris.

"Vous travaillerez, je vous le garantis; la question est seulement de savoir comment-- comme des hommes libres ou comme des serfs"-aux travaux forcés en Allemagne ou sous la menace de baïonnettes, comme il y a 25 ans, lorsque les Habsbourg appliquèrent la loi martiale aux mineurs de Handlová.

Pendant quatre jours, les mineurs de Handlová tinrent bon; alors la faim et la terreur eurent raison de leur résistance. Le lundi les mineurs redescendaient dans la mine. Ceux qui avaient mené le

mouvement durent être transportés à l'hopital, blessés.... Le mouvement de Handlová figurera dans les annales du combat européen pour la liberté comme une manifestation des premiers grondements annongant l'orage. Dans un coin de Slovaquie, des ouvriers slovaques et allemands opprimés par la croix gammée, donnèrent aux opprimés de tous les pays l'exemple de la lutte commune des travailleurs de

toutes les nations contre l'ennemi commun. (Renseignements de l'Agence de presse du gouvernement de Bratislava des 5 et 6 novembre. Informations de syndicalistes - Slovaques.)

<u>Mouvement dans l'industrie de</u> (I.T.F.) Pendant neuf mois un mouvement guerre allemande: revendicatif tenace a été moné dans : l'industrie de guerre allemande. En fin de compte le gouvernement a dû céder devant l'insistance des ouvriers.

Il s'agissait d'une somme totale de plusieurs milliards de marks.

Au début de la guerre les Nazis avaient privé les ouvriers de tous suppléments pour le travail du dimanche, le travail de nuit et le travail supplémentaire. Les ouvriers étaient indignés de cette mesure. Le gouvernement se rendait compte de prime abord--il le reconnaît à présent -- que "le sacrifice que les ouvriers et employés faisaient au profit de la guerre, en renonçant à ces suppléments, ne pouvait être exigé que pendant un temps limité". Or, "à mesure que la guerre se prolongeait et que la force-travail des ouvriers était davantage mise à contribution au profit de la production de guerre" les objections s'accentuaient. La guerre n'était pas terminée en peu de mois. Et "avec la prolongation de la guerre s'accumulaient les demandes tendant à ce que la coutume de rétribuer le travail supplémentaire, fourni par les ouvriers et employés, au-dessus du taux normal par l'octroi d'allocations spéciales.... Le plaisir au travail ne pouvait pas ne pas disparaître lorsque le travail supplémentaire fourni restait à peu près sans donner de résultat palpable. Pareilles conditions sont supportables pendant un court laps de temps en des circonstances spéciales mais elles doivent donner à réfléchir lorsqu'elles paraissent devoir se se prolonger déclare le ministère allemand du Travail.

La disparition de la "joie au travail", c'est-à-dire du rendement élevé, amena les Nazis, après la défaite de la Pologne, à consentir à nouveau (à partir du 27 novembre 1939) les suppléments pour le travail de nuit et le travail des dimanches et des jours fériés, mais le paiement d'un supplément pour la neuvième et dixième heure de travail continuant applément pour la neuvième et dixième heure de travail continuant applément pour la neuvième et dixième heure de travail continuant applément pour la neuvième et dixième heure de travail continuant applément pour la neuvième et dixième heure de travail continuant de la la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième heure de travail continuant de la neuvième et dixième neuvième et dixième de la neuvième et dixième et dixième de la neuvième et dixième de la neuvi vail continua à être interdit. Les employeurs devaient retenir sur la rétribution de leurs ouvriers les suppléments dus pour ces heures supplémentaires et les verser à la caisse de l'Etat qui se trouvait de cette façon enrichie de coquettes sommes. "On pouvait selon les chiffres disponibles, compter sur un revenu annuel de plusieurs millions de marks"--écrit le ministère du Travail. La suppression des suppléments pour la neuvième et dixième heure rapporta à elle seule, plusieurs centaines de millions; si la dictature avait pu contraindre les ouvriers à se résigner à la suppression de tous les suppléments, elle aurait pu dérober aux ouvriers quelque un à deux milliards de marks.

Mais elle avait fait ses comptes sans le recul de la production!

Dans les usines, le maintien de l'interdiction de payer la neuvième et la dixième heure amena, ainsi que le reconnaît à présent le ministère, "les pires difficultés et donna souvent lieu à des divergences d'opinion entre les intéressés".

Lorsqu'au mois de septembre, il parut certain cu'il fallait se préparer à un nouvel hiver de guerre, la dictature a aboli l'interdiction qui avait donné lieu à tant de mécontentement.

Seulement, elle entendait tromper les ouvriers: s'ils recevaient le supplément pour les heures supplémentaires, ils allaient pour ce revenu supplémentaire payer l'impôt sur le revenu, majoré de 50%. De telle sorte la plus grande partie de l'augmentation passerait en impôts pour bien des ouvriers. "On ne saurait méconnaître que le mesure pourra sembler dure dans certains cas"--ainsi déclara le ministère du

Travail--"mais il faudra bien s'y résigner".

C'est ce qu'on disait le 25 septembre. Une semaine plus tard cependant, la dictature dut garantir aux ouvriers que tout le revenu supplémentaire ne partirait pas en impôts, qu'ils pourraient conserver une partie pour eux. Encore 4 semaines plus tard, la dictature dut entièrement renoncer à percevoir l'impôt spécial de guerre sur les suppléments payés pour heures supplémentaires ainsi que pour le travail de nuit et le travail du dimanche. Les ouvriers de l'industrie de guerre allemande ne se sont pas résignés; ils refusent de travailler pour grossir la caisse de guerre de Hitler. ("Soziales Deutschland" du 25 septembre 1940; ordonnances du 2 octobre

et du 7 novembre 1940.)

Les buts de guerre de Hitler (I.T.F.) Le pillage des pays dominés par Asservissement des ouvriers. la croix gammée bat son plein. Seulement Asservissement des ouvriers. la croix gammée bat son plein. Seulement ensemble avec les généraux et les pilleurs, les chefs économiques de Hitler sont venus d'Allemagne à l'effet d'organiser sur place l'exploi-

tation systématique des territoires occupés.

Des mandataires de l'industrie allemande prirent place dans la direction des grandes sociétés industrielles; dans la direction des banques, des grandes entreprises industrielles et des maisons de commerce siègent des hommes de confiance du capital allemand. C'est à juste titre que le gros capital allemand à l'emprise duquel sont livrés les territoires occupés considère les succès des généraux de Hitler comme ses succès et la guerre des Nazis comme sa guerre.

Le sort des grands capitalistes dans les pays envahis par Hitler

Le sort des grands capitalistes dans les pays envants par Hitler ne nous touche pas particulièrement; bien de ces messieurs ne récoltent que ce qu'ils ont semé.

Mais le sort des ouvriers..?

Hitler a déclaré et démontré par une brutalité sans bornes qu'il considère les ouvriers polonais et juifs comme des hommes de deuxième ordre. Il a assuré, et nous le croyons, qu'il traitera les ouvriers de couleur encore plus mal que les Polonais et les Juifs. Quant au sort toutefois, qu'il voudrait préparer aux ouvriers d'autres peuples—s'il en avait le pouvoir!—il observe à ce sujet un silence absolu.

Le sort cependant qui attendrait les ouvriers allemands si Hitler ré-Le sort cependant qui attendrait les ouvriers allemands si Hitler réussissait dans cette guerre à se maintenir peut éclairer les travail-leurs d'autres pays sur ce qui adviendrait d'eux si la machine de guerre hitlérienne n'était pas brisée.

Il ne faut pas se laisser leurrer par les belles promesses que le chef du Front allemand du travail fait à présent aux ouvriers allemands. Ces promesses ne servent qu'à calmer l'indignation des ouvriers contre l'attitude des profiteurs de la guerre et à les encourager à poursui-

vre l'effort.

Le Dr. Ley promet monts et merveilles aux ouvriers allemands; il leur promet qui si seulement ils tiennent bon jusqu'à ce que la croix gammée ait fermement établi sa domination sur le monde, ils seront un jour libérés des chaînes du servage dont les a chargés le nazisme, qu'un jour même il y aura une assurance-vieillesse convenable.

Qu'un jour meme il y aura d'une assurance-vierriesse convenable.

Cette propagande mensongère allait trop loin au gré du ministère allemand du travail. Ses fonctionnaires expérimentés savent que les promesses ne seront pas tenues et ils craignent le jour où les ouvriers s'apercevront qu'ils ont été trompés. Dans le périodique "Soziales Deutschland" publié par le ministère du Travail, un des fonctionnaires les plus influents le Dr. Stohtfang, dépeint avec franchise ce attendrait les travailleurs allemands si Hitler dominait vraiment l'Europe.

Il-écrit: "Il est possible dès à présent de prévoir que les tâches qui seront posées au peuple allemand, une fois la guerre victorieusement terminée, ne seront pas moins grandes qu'avant la guerre. La nou-velle position du Grand Reich allemand en Europe et dans le monde, le développement à l'intérieur, le maintien et le renforcement de nos

forces militaires, les grands projets sur le terrain de l'urbanisme et de la politique des transports, la nécessité impérieuse de procéder sur une vaste échelle à la construction de logements et plusieurs autres tâches importantes encore, exigent que l'on puisse disposer de main-d'oeuvre sur une échelle certainement pas inférieure aux nécessités d'avant et pendant la guerre. La tension dans l'effort à fournir restera et par conséquent la nécessité d'une production dirigée. Laisser sur le marché du travail libre jeu à l'offre et à la demande ne se justifierait pas sous l'angle politique. En ce qui concerne les méthodes à employer pour diriger l'occupation de la main-d'oeuvre, elles devront, comme jusqu'à présent, s'adapter aux nécessités politiques de l'heure".

"Comme jusqu'à présent"! Comme jusqu'à présent, si Hitler triomphait, l'ombre menagante du travail obligatoire planerait sur chaque

chantier et lieu de travail.

Les travailleurs des pays occupés seraient eux aussi entraînés dans ce régime de travail forcé. Avec une franchise dont il faut se louer, on déclare: "Une méthode et une planification dans l'occupation de la main-d'oeuvre doit s'étendre sur tout le territoire de la Grande-Allemagne avec des ramifications à l'étranger.... De toutes les manières il convient d'éviter un système d'embauchage se limitant aux frontières de

chaque_petit Etat".

Le Dr.Ley console les ouvriers, las de tenir bon, las d'être envoyés comme une machine d'un coin à l'autre, las d'être exploités à outrance, en leur affirmant que par leurspeines, ils s'assureront du moins une vicillesse tranquille. Or, Hitler a précisément sensiblement avili l'assurance-vieillesse des ouvriers et employés; il a encore réduit de 49% les pensions de retraite déjà basses en elles-mêmes. Il faut noter que le Dr. Ley ne dit pas que les misérables retraites des vieux seront majorées; il se borne à vanter les projets grandioses soumis par le Front du travail à l'approbation de Hitler. Jusqu'ici, chose caractéristique, ces projets ont été strictement gardés secrets. Le ministère du Travail toutefois, qui connaît ces projets et que la propagande mensongère du Dr. Ley gêne manifestement, déclare froidement que, si Hitler était victorieux, les ouvriers devraient travailler plus longtemps, c'est-à-dire que la limite d'âge pour la mise à la retraite serait différée: "Ce sera la tâche de la génération actuelle de continuer plus longtemps la vie professionnelle que ce n'était le cas précédemment".

Sous la pression des organisations syndicales le gouvernement du Kaiser se vit, en 1917, troisième année de la lère guerre mondiale, contraint à abaisser la limite d'âge pour l'entrée en jouissance de la retraite de 70 à 65 ans. Il n'y a plus, à l'heure qu'il est de syndicats en Allemagne. Le premier mois de la guerre, Hitler a ramené la limite d'âge à 70 ans. On déclara pour commencer que ce n'était là qu'une mesure provisoire nécessitée par la guerre. A présent cependant, le ministre du Travail laisse entendre aux ouvriers que le régime nazi fait bien d'une part promettre une meilleure assurance-vieillesse, mais projette d'autre part une hausse définitive de la limite d'âge, car ce n'est que si les ouvriers allemands continuent jusqu'à leur vieillesse à peiner pour la croix gammée, que pourra être maintenue en état de fonctionnement la formidable machine de guerre sans laquelle la dictature nazie ne saurait se maintenir en Allemagne ni piller les peuples europé-

ens.

On croit Hitler lorsqu'il assure qu'il veut donner aux ouvriers allemands un sort meilleur qu'aux ouvriers des autres nations opprimées. Il a en effet besoin d'eux comme chair à canon et comme force-travail dans les importantes industries de guerre. En Pologne, en Bohème et en Moravie, il a fait voir comment il entend établir cette différenciation: en déprimant davantage encore que ce n'est le cas pour les ouvriers allemands, le niveau de vie des travailleurs d'autres pays. Lorsqu'on connaît le sort réservé par Hitler aux travailleurs allemands, on peut se rendre compte de ce qui attendrait les travailleurs d'Europe et d'Afrique si la machine de guerre hitlérienne n'était pas brisée. ("Soziales Deutschland" du 15 août 1940; voir aussi pour l'assurance-vieillesse "Fascisme" du 2 mars 1940.)

Les syndicats français livrés (I.T.F.) Sous la pression de Hitler, le au patronat.---gouvernement Pétain a promulgué un décret qui livre les organisations syndi-

cales françaises au bon vouloir du patronat.

Après la dissolution de la C.G.T., le ministre du Travail,
Belin, assurait avec bonhomie qu'il avait, il est vrai, les pouvoirs de dissoudre toutes les organisations syndicales mais qu'il n'userait pas de ces pouvoirs. Il laissa en effet en existence les organisations ouvrières mais il les plaça sous le contrôle d'un comité d'organisation composé de représentants des employeurs de l'industrie en cause! Ce comité peut exiger de chaque groupement "la production de pièces et documents quelconques, se faire représenter aux réunions des comités ou conseils et subordonner à son approbation préalable l'exécution des décisions prises".

Les organisations françaises doivent donc, lorsque celui-ci le demande, soumettre la liste de leurs adhérents à l'employeur et el-les ne pourront défendre les intérêts qui leur ont été confiés que si le patronat le leur permet.

Le ministre Belin, le même Belin qu'un jour des ouvriers con-fiants désignèrent pour une fonction dirigeante dans leur mouvement syndical, a couvert de son autorité ce scandaleux décret.

Comédie à Vichy. (I.T.F.) A l'effet d'apaiser les ouvriers français indignés par la dissolution de la C.G.T., le gouver-nement de Vichy a dissous aussi les groupements patronaux de l'indust trie métallurgique et des mines, le Comité des Forges et le Comité des Houilleries. En même temps cependant, il a constitué pour ces industries. de nouveaux comités ayant une fonction de cartel, de sorte qu'au fond le Comité des Forges et le Comité des Houilleries n'ont fait que changer de nom, alors que la C.G.T. est et reste dissoute.

que les syndicalistes norvégiens se mettraient à leur disposition. Or, ils n'en ont rien fait; dans leur déclaration ils évitèrent de faire des grâces aux Nazis. Néanmoins les Nazis norvégiens cherchent à présenter les choses comme si les syndicats norvégiens—qui naturellement n'avaient pas songer à publier une déclaration de protestation contre les oppresseurs— avaient tourné casaque.

Le "Social Demokraten" de Stockholm s'élève énergiquement contre ces assertions mensongères. Il écrit que les permanents syndi-caux qui sont allés à Oslo, ont déclaré que leurs principes n'avaient changé en rien et que leur tâche continuait à être le relèvement du niveau de vie des travailleurs et la défense de leurs droits sur le terrain social. L'unique chose à laquelle ils se seraient déclarés prêts, devant la menace des Nazis de dissoudre tous les syndicats, c'est de collaborer loyalement avec la direction de la Centrale syndicale, non pas avec le "Nouvel Ordre" national-socialiste. Il est permis de suppo-

ser que les Nazis ne se contenteront pas de cette déclaration.

Les simples adhérents des syndicats risquent moins en manifestant leur véritable opinion que les permanents syndicaux. Ils
montrent clairement qu'ils ne veulent rien avoir à voir avec la Centrale
syndicale mise au pas. Des nouvelles qui nous sont parvenues de Norvège
indiquent que la désertion des syndicats se poursuit et que bien des syndiqués refusent de payer des cotisations à une organisation affi-

liée à la Centrale mise au pas par les conquérants.

Hitler organise le pillage de l'Europe.

Licenciements et dépression des salaires en France.

Les travailleurs français constatent ce que signifie la victoire de la réaction sociale franco-allemande sur le peuple français. Le gouvernement de Vichy avait recommandé à l'industrie privée fran-çaise de congédier toutes les femmes n'en étant pas uniquement réduites à leur gagne- pain, afin de libérer des emplois pour les pères de fa-

Cette recommandation a été pour les employeurs le signal pour un renvoi sans discrimination d'ouvrières et d'employées, aussi d'ou-vrières ayant des enfants à leur charge. On aurait même jeté sur le

pavé des femmes de prisonniers de guerre.

La recommandation du gouvernement aux employeurs de congédier les ouvriers venus des campagnes dans l'industrie d'a donné motif au patronat de renvoyer tous les travailleurs nés dans un village ou une petite ville. Les professeurs et instituteurs ont été licenciés par dizaines sans qu'aucune possibilité d'appel de ce renvoi ne leur soit donnée. D'un seul coup le gouvernement de Vichy a congédié 500 fonctionnaires sans d'ailleurs cacher que cette mesure avait un caractère politique.

De grands établissements parisiens réduisent les traitements de leurs employés souvent de plus du tiers. Le quotidien parisien "Au-jourd'hui" annonce que la majorité des grandes maisons ne reprennent les les empl yés licenciés en service que s'ils se contentent d'appointements sensiblement plus bas. De petits employés qui devaient jusqu'ici se tirer d'affaire avec 1.500 francs par mois ne peuvent plus obtenir à présent que 1000 voire 900 francs.

(Voir"Fascisme" du 2 novembre 1940. - Pour ce qui concerne le personnel enseignant Radio Paris 10 novembre 1940.) * depuis le ler sept. 1938

Suppression de l'autonomie des (I.T.F.)Les administrations des municipalités norvégiennes n'avaient jusqu'municipalités norvégiennes. --ici à rendre de comptes qu'aux Conseils municipaux élus par les habitants de la commune. A présent elles ont été placées sous l'autorité directe du ministre de l'Intérieur. Le ministre du gouvernement de marionnettes peut maintenant congédier et engager qui bon lui semble.

Tribunaux spéciaux pour marins (I.T.F.) En cas dedisputes dans un port du Maroc, les marins ne sont plus dans les ports du Maroc. ----comme jusqu'ici traduits devant le juge ordinaire. Le gouvernement de Vichy a institué dans tous les ports du Maroc des tribunaux spéciaux pour marins.

L'Autriche, colonie du Reich. (I.T.F.) La grande majorité des ouvriers autrichiens déportés en Allemagne il y a deux ans et demi, après l'occupation de leur patrie, n'ont toujours pas pu rentrer chez eux.

Un jeune Polonais est exécuté. (I.T.F.) L'agence de presse allemande annonce que le 22 octobre le Polonais Karl Gryza, né en 1922, a été exécuté. "Gryza, qui était occupé en Allemagne comme ouvrier agricole, avait par haine contre l'Allemand, tâché de faire dérailler un train, causé un incendie dans une forêt et mis en cendres une grande partie de celle-ci."

QUE DIT LA T.S.F.?

Union dans le silence (I.T.F.) Le socialiste belge Arthur Wauters a parlé devant le microphone de la B.B.C aux ouvriers belges: "Entre la Belgique opprimée et la Belgique libre, la guerre a tissé un silence opaque. Mais, chaque fois qu'il est rompu, les messe ges qui nous parviennent confirment que les Belges du dedans et ceux du dehors sont unis dans une même et ardente volonté: reconquérir l'indépendance du pays.

La radio de Druxelles proférait des menaces contre les Belges qui s'étaient livrés à des actes de sabotage. Des lignes téléphoniques

militaires avaient été mises hors d'uşage.

Ces incidents avaient été précédés d'autres incidents encore témoignant que le peuple belge est loin d'avoir accepté passivement le destin que l'Allemagne tente de lui imposer pour la seconde fois en

un quart de siècle.

La férocité de l'agression hitlérienne fut telle que l'occupant s'était imaginé que les Belges seraient plongés pour longtemps dans une sorte de stupéfaction léthargique. L'Allemagne hitlérienne avait escompté la passivité et la résignation d'un peuple dont toute l'histoire n'est qu'un long cri de révolte contre toutes les dominations et toutes les tyrannies.

Les conquérants ont tenté de séduire la Belgique occupée par une hypocrite politique d'astucieuse bienveillance. Les Belges, dans leur immense majorité, se sont bien gardés de tomber dans ce piège grossier. Ils organisent la résistance passive. C'est la forme la plus héroïque de la lutte contre l'envahisseur parce qu'elle se fait dans

silence et dans l'obscurité.

Les Belges qui se livrent à cette lutte muette contre l'oppres-

sion ne sont pas seuls à accomplir leur mission de libération.
Hitler domine aujourd'hui 200 à 250 millions d'Européens. Les deux tiers d'entre eux ne sont pas des Allemands. C'est bien pourquoi en Tchécoslovaquie, en Pologne, au Danemark, en Hollande, en France, le sable remplace l'huile dans les pistons des machines, des viaducts sont détruits, des lignes de chemin de fer sont misés hors d'usage, le réservoirs d'essence sont troués, les grues dans les ports cessent mystérieusement de fonctionner. Parfois la nourriture entreposée dans des frigorifiques est anéantie, des stations clandestines de radio bravent les interdictions nazies, des pamphlets sont distribués; pendant l'obscurité imposée par le bombardement, les murs se couvrent d'inscriptions contre la dictature.

Ainsi les obscurs soldats de la résistance passive complètent par leur bravoure quotidienne la longue chaîne de ceux dont les efforts combinés amèneront la chute des tyrans. Les intrépides pilotes de la Royal Air Force, les silencieux matelots de la marine britannique qui contrôle souverainement tous les océans du globe, les armées alliées parmi lesquelles une poignée d'aviateurs belges combat chaque jour dans le ciel d'Allemagne, la moitié de l'empire colonial français, l'Australie, le Canada, la Nouvelle Zélande, l'Afrique du Sud, tous ces efforts associés préparent le châtiment des dictateurs, des traîtres et des mercenaires qui se sont faits leurs complices dans leurs tentatives d'asservissement. Hitler comme ses prédécesseurs d'il va 25 ans approprie d'asservissement. Hitler comme ses prédécesseurs d'il y a 25 ans, apprendra bientôt que les Belges sont ingouvernables. Les Belges de 1940, dans leur effort silencieux pour briser leurs chaînes, se souviennent des grandes ombres qui ont libéré le pays en 1918. Elles leur font cortège, c'est leur exemple qui anime les Belges en pays occupé.

Aujourd'hui, le temps des succès foudroyants est passé. Hitler est déjà prisonnier de ses trop retentissantes victoires. Au noment où il veut faire subir à la capitale de l'Empire britannique le sort de Varsovie et de Rotterdam, les Belges lisent dans le ciel de leur pays les signes que la Royal Air Force y inscrit, annonçant la victoire.